

LOGEMENT SOCIAL

Solidaires en appelle à l'Etat

L'Etat doit accorder davantage de moyens à la création de logements sociaux, demande Solidaires.

Dans une île où tous les voyants socio-économiques sont au rouge, le logement social constitue un thème incontournable. Solidaires souhaite prendre sa place dans ce débat. De l'extérieur mais aussi de l'intérieur. La Fédération syndicale dispose en effet de deux sections au sein des deux plus gros bailleurs sociaux de l'île, la SIDR et la SHLMR. Deux opérateurs qui représentent 71 % d'un parc de quelque 60 000 logements sociaux - sur un total de 310 000 logements.

Modestement mais quand même, Solidaires entend « influer » de l'intérieur la politique des bailleurs sociaux. A la SHLMR, c'est Eddy Sangarin qui a lancé, voici deux mois, la section syndicale. Et à la SIDR, cela fait près d'un an que Jean-Noël Léong-Hane représente la voix de la fédération dans l'entreprise. Dans les deux cas, le syndicat n'a pas (encore) d' élu. « Nous n'avons pas que des revendications, nous avons aussi des propositions », souligne Eddy Sangarin.

« Notre objectif est évidemment d'avoir une représentation syndicale forte ; mais les élections ne sont pas une fin en soi. Nous pouvons déjà nous investir pour que les choses évoluent », note Pascal Valiamin. Alors que les bailleurs sociaux comptabilisent 27 000 demandes de logement

en attente, Solidaires en appelle à l'Etat pour qu'il débloque les moyens nécessaires.

« La défiscalisation, dont nous avons combattu les effets d'aubaine, est toujours en sur-sis. Et le principe des logements en Vefa (1), qui a permis de rebooster le secteur, n'est pas un modèle à suivre. Il faut donc donner aux bailleurs les moyens nécessaires, tant pour construire que pour réhabiliter un parc aujourd'hui vieillissant », argumente le délégué régional de Solidaires.

Mais l'annonce du Premier ministre en juin dernier sur la déclinaison du Plan logement, avec 4 000 constructions et 1 000 réhabilitations par an et pendant cinq ans, cette annonce ne répond-elle pas aux attentes de la fédération ? « Nous sommes dans l'affichage. Si on devait faire la liste de tous les engagements de ce gouvernement... C'est de l'intention. Où sont les déclinaisons? », s'interroge Pascal Valiamin.

« Le logement, c'est de la responsabilité de l'Etat. A lui d'augmenter considérablement les budgets, martèle le patron de Solidaires. C'est agaçant d'entendre les élus se battre pour maintenir la défisc. Nous avons besoin que les élus s'engagent avec une vraie politique d'aménagement ».

O.D.

(1) Vente en état futur d'achèvement



Solidaires se positionne sur le logement. (Photo David Chane)